

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84 905 Avignon

Avignon, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FLORETTE France GMS

ZI La Petite Marine
84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue

Références : D-00548-2024
Code AIOT : 0006400504

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement FLORETTE France GMS, implanté ZI La Petite Marine 84 800 L'Isle-sur-la-Sorgue. L'inspection a été annoncée le 22/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLORETTE France GMS
- ZI La Petite Marine 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006400504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLORETTE FRANCE GMS, dont le siège social est situé Zone d'activité Fernand Finel à LESSAY (50 430), exploite un établissement implanté ZI de la petite Marine sur la commune de L'ISLE-SUR-LA-SORGUE (84 800).

Les activités de cet établissement de transformation et de conservation de légumes sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 modifié, et relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2750 et de l'enregistrement au titre des rubriques 2220 et 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Comportement au feu des locaux ammoniac	AP de Mise en Demeure du 29/12/2023, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	30/06/2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas déféré pleinement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 décembre 2023 relatif à la justification que les locaux des installations fonctionnant à l'ammoniac sont conçus de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie, et en attestant des propriétés de résistance au feu des murs de degré minimal 2 heures.

Au regard des travaux à réaliser préalablement aux justifications et attestations attendues, l'exploitant sollicite un délai supplémentaire pour se mettre en conformité (juin 2025). L'inspection propose de donner une suite favorable à cette demande, compte tenu des démarches engagées.

En conséquence, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral modificatif de la mise en demeure prise à l'encontre de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Comportement au feu des locaux ammoniac

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Mise en demeure
Prescription contrôlée : <p>La société FLORETTE France GMS, exploitant une installation de transformation et de conservation de légumes sur le territoire de la commune de L'Isle-sur-la-Sorgue, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 71.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 2005, en apportant les justifications que les locaux des installations fonctionnant à l'ammoniac sont conçus de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie, et en attestant des propriétés de résistance au feu des murs de degré minimal 2 heures, dans un délai</p>

de 3 mois.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Constats :

Les installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac sont réparties dans 2 salles des machines. À l'occasion de la rénovation des installations de production de froid, seule la SDM 1 (bâtiment 1990) a fait l'objet de travaux d'amélioration relatifs à la prévention des propagations d'incendie. Les locaux de la SDM 3 (bâtiment 2001) ont conservés la même structure (murs et toitures identiques).

Pour rappel, le dossier de demande d'autorisation d'extension d'un bâtiment et de modification de l'installation de réfrigération en date du 31 mars 2005 précise à l'article 6.1.5 de l'étude de dangers que les 2 salles des machines de froid industriel disposent de murs coupe-feu de degré 2 heures.

En réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 décembre 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection, par mail du 21 février 2024, la note d'étude « *Audit de conformité incendie pour les locaux froids (SDM1 et SDM3)* » établie par le bureau d'études Phenix Conseils.

Cette note propose des mesures de renforcement de la maîtrise des risques liées à l'incendie, au moyen de 13 recommandations :

- 2 recommandations communes relatives à l'affichage des plans et consignes et la diffusion sonore de l'alarme d'évacuation d'urgence dans les SDM 1 et 3 ;
- 4 recommandations pour la SDM1 relatives à l'installation de détecteurs (armoires électriques) et d'un déclencheur manuel, d'extincteurs CO2 dans la zone des variateurs, de bacs de rétention autour des groupes de compression (huile) et d'une porte coupe-feu entre SDM1 et SDM3 avec le calfeutrement des traversées et pénétrations de mur ;
- 7 recommandations pour la SDM2 relatives à l'installation de détecteurs (armoires électriques), d'extincteurs CO2 dans la zone des variateurs, de bacs de rétention autour des groupes de compression (huile), de portes coupe-feu 1 heure pour les issues Ouest et Nord, de systèmes anti-panique sur les issues de secours, à l'évacuation du stockage temporaire, et à la mise en place d'un caisson coupe-feu 2 heures autour du chemin de câbles HT.

Le 23 juillet 2024, l'exploitant présente à l'Inspection le plan d'actions établi en réponse aux recommandations formulées :

- 4 actions correctives ont été menées par l'exploitant (recommandations 1, 4, 8 et 12 : respectivement l'affichage des plans et consignes, l'installation d'extincteurs CO2 dans les zones « variateurs » de la SDM1 et de la SDM3 et la suppression d'un entreposage d'un fût de 200 litres de lubrifiant) ;
- les autres recommandations sont ajoutées au plan d'investissement 2025 (le chiffrage n'est pas encore établi).

Sur ce dernier point, l'exploitant précise que le plan d'investissement 2025 (en cours de validation) concerne la réfection de l'intégralité de la détection incendie de l'établissement : l'exploitant présente à l'Inspection la proposition commerciale correspondante en date du 27 mai 2024 d'un montant de près de 120 000 € et indique que les travaux devraient être réalisés au cours du 1er semestre 2025.

L'exploitant a engagé les démarches nécessaires à la mise en conformité des 2 salles des machines SDM1 et SDM3.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 décembre 2023 n'est toutefois pas levé, des travaux et des justifications des propriétés de résistance au feu restant à réaliser.

Au regard des travaux à réaliser préalablement à l'établissement des justifications et attestations vis-à-vis du risque incendie, l'exploitant sollicite un délai supplémentaire pour se mettre en conformité. L'inspection propose de donner une suite favorable à cette demande, compte tenu des démarches engagées.

L'exploitant est tenu de tenir informée l'Inspection de l'état d'avancement de la réalisation des travaux dans les 2 salles des machines et de l'établissement des justifications et attestations attendues. Dans le cas contraire, il pourra être proposé des sanctions administratives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 juin 2025